



« Je vous le dis : s'ils se taisent, les pierres crieront. »

Luc 19, 40

Appel urgent, septembre 2023

AZERBAÏDJAN

La République d'Azerbaïdjan (capitale : Bakou), abolitionniste, a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention contre la torture.



Population: 10,205,810 habitants sur 86 600 km² / 91% d'Azerbaïdjanais, 2% de Lezghiens, 2% Russes, 2% Arméniens / 90% de musulmans (65% chiites, 35% sunnites) et des minorités chrétiennes / Président Ilham Aliyev.

Siège du Haut-Karabakh

Quelque 120.000 habitants du Haut-Karabakh, enclave et pomme de discorde entre les États ennemis d'Arménie et d'Azerbaïdjan, sont victimes d'un blocus des biens vitaux par l'Azerbaïdjan. Selon la Société pour les peuples menacés (GfbV), les habitants de la zone, majoritairement d'origine arménienne, risquent d'être écrasés, si la communauté internationale reste inactive.

Le Haut-Karabagh, que se disputent l'Arménie et l'Azerbaïdjan, s'est proclamé indépendant dès 1991, adoptant le nom d'Artsakh en 2017. Cependant, la communauté internationale considère l'Artsakh comme appartenant à l'Azerbaïdjan.

En décembre 2022, l'Azerbaïdjan a fermé le corridor de Lachine, seule liaison terrestre entre les républiques d'Arménie et d'Artsakh avant de bloquer l'acheminement de l'aide humanitaire. Même les convois du Comité international de la Croix-Rouge ne sont plus autorisés à ravitailler les civils. Pour les 120.000 personnes qui y vivent -30.000 enfants, 20.000 personnes âgées, 9.000 personnes handicapées, 2.000 femmes enceintes-, la situation est devenue très critique. Elle constitue une urgence sanitaire.

À partir du 15 août 2023, la famine semble s'être installée.

Ainsi, le 15 août, un Arménien de 40 ans, **Karo Howhannisjan**, est mort de faim à cause du blocus.

Depuis la mi-juin, le carburant, les médicaments, les denrées alimentaires- y compris les aliments pour nourrissons- ne

pénètrent plus au Haut-Karabagh. Par conséquent, le nombre de naissances prématurées et de fausses couches a triplé. L'Azerbaïdjan affirme que le blocus vise à empêcher la contrebande d'armes. En réalité, ce blocus affame les populations du Haut-Karabakh pour éprouver leur résistance et les briser. Les civils sont placés devant le choix de se soumettre, de fuir ou de mourir.

L'ancien Procureur en chef de la Cour pénale internationale, Luis Moreno Ocampo, a qualifié ce blocus de la faim, de "crime contre l'humanité" suivant la définition donnée à l'art. II, 3 de la Convention des Nations unies sur le génocide. La GfbV, ONG partenaire de l'ACAT, craint aussi un nouveau génocide.

Cette tragédie délibérément provoquée ne revient que rarement à la « une » de l'actualité. En Allemagne, le gouvernement fédéral n'a pas encore réagi de manière audible à l'aggravation actuelle. Interrogé, son porte-parole Steffen Hebestreit, s'est dit "inquiet". Mais, pour ne pas indisposer l'Azerbaïdjan, important fournisseur de pétrole et de gaz, il a réfuté l'emploi du terme de "génocide".

Si, dans le conflit qui s'est intensifié depuis l'été 2020 entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, les deux parties sont accusées d'avoir commis des crimes de guerre, l'Azerbaïdjan a commis des exactions notoires et atroces contre la population arménienne, majoritairement chrétienne. Sur les réseaux sociaux ont d'ailleurs circulé des images d'exécutions extrajudiciaires de civils et de soldats arméniens décapités.

(Gesellschaft für bedrohte Völker -GfbV ; ACAT Allemagne)

Sur ce thème, réécoutez C. d'Aloisio qui a reçu plusieurs experts sur le plateau de RCF([ici](#) ou [ici](#)).

Consultez aussi notre AU de Déc. 2020, [là](#) !

